

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 11/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM France

ZI rue de l'Europe
BP 80236
57370 Phalsbourg

Références : 363/2024 - VAT XXXXX
Code AIOT : 0010013005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement FM France implanté ZAC de Saint Eutrope 45300 Escrennes. L'inspection a été annoncée le 28/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- ZAC de Saint Eutrope 45300 Escrennes
- Code AIOT : 0010013005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur la commune d'Escrennes dans le Loiret. Cet établissement exploite des installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il relève du statut Seveso Seuil Haut.

Les activités de la société FM France ont été autorisées par l'arrêté préfectoral d'exploiter en date du 25 avril 2017 pour l'exploitation de 11 cellules de stockage pouvant être recoupées. Par arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2020, l'établissement a été autorisé à étendre ses activités (exploitation de 5 cellules de stockage supplémentaires). A ce jour, toutes ces cellules ont été construites et sont en service.

L'arrêté préfectoral du 22 juin 2021 met à jour les conditions d'exploitation de l'établissement existant.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023, la société FM France a été autorisée à étendre ses activités (exploitation de 9 cellules de stockage supplémentaires). La date de construction de ces 9 cellules de stockage n'est pas encore définie.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Équipement sous pression
- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11/10/03	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	Etat de stocks	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.2.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.7, 4.3.13 et 7.2.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	gestion des dispositifs de traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.3.II	/	Demande d'action corrective	2 mois
17	liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Dossier de porter à connaissance	Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Dossier de porter à connaissance	Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Susceptible de suites	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Susceptible de suites	Sans objet
5	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Susceptible de suites	Sans objet
11	surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	souterraines	article 7.2.4.2		
13	Moyens supplémentaires d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.4	/	Sans objet
14	SGS	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article Chapitre 11.9 et annexe I AM 26/05/20147	/	Sans objet
15	Politique de prévention des accidents majeurs	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article Chapitre 11.8 et Art. R. 515-87 du CE	/	Sans objet
16	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.8.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/09/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas,</p>

l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Constats :

Constats précédents

Ecart [PdC n° 3a] : Le bâtiment B5a n'est pas couvert par une détection automatique incendie (cf déclaration de conformité ou d'installation au référentiel APSAD R7 avec surveillance partielle ou locale établie par la société DEF Centre Poitou en date du 09/11/2021). Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela. Il est attendu que l'exploitant justifie de la mise en place d'une détection automatique d'incendie dans la cellule B5a compatible avec la nature des produits stockés et la réglementation applicable.

Ecart [PdC n° 3B] : Les portes coupe-feu n° 69 à 73 ne disposent pas d'asservissement et ne sont pas équipées de détecteur pour activer leur fermeture alors que les autres portes coupe-feu disposent d'un asservissement par la CMSI (centralisation de mise en sécurité incendie) et de détecteur, pour activer leur fermeture (cf fiche de constat n° 7).

Par courriel du 23/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

Ecart PdC n°3a

« Le bâtiment 5a a été construit et déclaré à l'inspection des installations classées en août 2021 mais depuis cette date aucun stockage n'a été réalisé dans cette cellule.

Il accueillera à partir de l'automne 2024 une installation d'autostore pour laquelle un porter à connaissance a été transmis à la Préfecture du Loiret et à l'inspection des installations classées le 17 avril 2024.

Un système de détection automatique d'incendie sera installé, distinct du système d'extinction automatique. Cette détection sera assurée par détection optique par aspiration et sera compatible avec la nature des produits stockés.

Un justificatif sera transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'Autostore.

A noter que des déclencheurs manuels sont présents et fonctionnels dans la cellule. »

Ecart PdC n°3b :

« Les portes 69 à 73 ne sont pas des portes coupe-feu mais des amenées d'air frais.

Extrait du rapport de maintenance préventive n° 5443766241M du 05/09/2023 de la société DEF :

Ces portes se situent en fond des cellules dont les quais sont séparés des cellules de stockage pour répondre aux obligations de l'article 11.3.5 de l'arrêté préfectoral de 2023 :

Elles n'ont pas pour vocation d'être assimilées à des portes coupe-feu, de ce fait, elles n'ont pas à être asservies par la CMSI. Elles sont toujours fermées, reliées à notre système d'alarme intrusion en cas d'ouverture intempestive et peuvent être ouvertes par le SDIS, en cas d'incendie, en fonction de la nécessité.

Ci-après les photos de 2 portes »

L'inspection prend note des éléments transmis par l'exploitant.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la fermeture des 2 portes d'amenée d'air et l'inspection a constaté que le projet d'autostore était en cours de construction dans la cellule 5a. Aucun

stockage de matières combustibles n'était donc réalisé dans cette cellule.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11/10/03

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Conformément aux engagement dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs [...] avec un report d'alarme au poste de gardiennage et de télésurveillance.

Constats :

Constat précédent

Ecart [PdC n° 4] : Le report d'alarme au poste de télésurveillance n'a pas été mis en place contrairement aux engagements pris par l'exploitant dans son étude de dangers.

Par courriel du 23/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

« Tel qu'indiqué en réponse au point 3a, une détection automatique d'incendie va être mise en place dans le cadre de l'installation du projet de stockage automatisé Autostore. Une alarme sera reportée au poste de garde en cas de détection incendie.

Un justificatif sera transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'Autostore. »

L'inspection prend note des éléments transmis.

Compte tenu qu'à date de la visite aucun stockage n'est présent dans la cellule 5a, la report d'alarme liée à la détection n'existe pas. L'exploitant a confirmé que lorsque l'autostore sera en place, une détection incendie sera présente avec report d'alarme.

Lors de la précédente inspection du 25/09/2023, l'examen de la déclaration de conformité du système de détection incendie au référentiel APSAD R7 avec surveillance partielle ou locale établie par la société DEF Centre Poitou en date du 09/11/2021, avait permis de relever la mention, sur ce document, de l'absence de télésurveillance.

Extrait de l'étude de dangers :

- Extrait n° 1 page 177 : Lorsque la motopompe reçoit un ordre de démarrage, celui-ci démarre. Lorsque la motopompe démarre, une alarme est transmise au poste de garde (alarme visuelle et bipper) ainsi qu'au local source et à la télésurveillance (alarme sonore et visuelle).

- Extrait n° 2 page 184 : L'alarme provient au poste de garde où une personne est présente en permanence y compris les weekends. Une personne (un responsable d'appel pompiers, qui n'est pas EPI, lorsque le personnel est présent ou le gardien le week-end) est chargée d'appeler les pompiers en cas d'alarme. On note que la télésurveillance a également pour fonction d'appeler les pompiers, ce qui constitue un 2^{ème} moyen d'appel des pompiers. La télésurveillance est prévenue de l'existence d'un incendie à partir de l'action des bris de glace et aussi suite au démarrage d'un motopompe incendie.

C'est sur la base de ces documents que l'écart réglementaire relevé lors de l'inspection du 25/09/2023 avait été formulé.

Les réponses apportées par l'exploitant ne permettent pas de justifier de la remédiation à l'écart relevé précédemment.

L'écart de la visite précédente est maintenu et reformulé comme suit:

Ecart PdC n°2 : Le report d'alarme au poste de télésurveillance n'a pas été mis en place contrairement aux engagements pris par l'exploitant dans son étude de dangers. L'exploitant doit justifier de l'existence physique d'une télésurveillance ou le cas échéant modifier cet aspect dans son étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non,

disponibles pour le site. [...]
<p>Constats :</p> <p>Constat précédent Ecart [PdC n° 5] : En cas d'incendie dans les cellules B3B et B9B (présence de liquides inflammables non miscibles à l'eau), l'utilisation des poteaux internes du site et des robinets incendie armés de l'établissement, alimentés uniquement avec de l'eau n'est pas appropriée aux risques, alors que l'alimentation en eau du système de sprinklage, de ces 2 cellules, est additivée avec un émulseur.</p> <p>Par courriel du 23/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants : « Une réponse sera apportée d'ici le 16 juin 2024. »</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'une étude est en cours par NG Concept portant sur la mise en place d'extincteur additivés avec de la poudre.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué que les cellules B3B et B9B contiennent des produits non miscibles à l'eau. Néanmoins, ces produits sont contenus dans des récipients métalliques non fusibles.</p> <p>Néanmoins, en l'absence de mesures correctives mise en place, l'écart est maintenu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
Constats :

Constat précédent

Ecart [PdC n° 6] : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie des cellules 11a et 11b.

Par courriel du 23/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

« Les attestations de conformité du système d'extinction automatique d'incendie des cellules 11a et 11b sont jointes en Annexe 1. »

L'inspection prend note que FM Global atteste que le système d'extinction automatique incendie est adapté « au stockage de produits classés Plastiques Encartonnés Non Expansés et aux liquides qui peuvent brûler protégés par un schéma A selon la définition FM Global, jusqu'à 5 m ».

L'exploitant a indiqué que le stockage est limité à 5 m pour les produits du type Plastiques Encartonnés Non Expansés et aux liquides qui peuvent brûler protégés par un schéma A. L'exploitant a indiqué le service HSE assure une surveillance mensuelle du respect des modalités de stockage.

A noter que l'inspection n'a pas vérifié visuellement ce respect de hauteur de stockage.

Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

Constats :**Constat précédent**

Ecart [PdC n° 8] : Sur la base des documents présentés lors de l'inspection, l'exploitant ne justifie pas de la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement, au titre de l'année 2023 (cf case observation ci-dessous). Par ailleurs, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées des mesures prises pour corriger les écarts qui ont été caractérisés comme pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ces écarts sont décrits d'une

part dans le compte rendu de vérification périodique Q18 du 29/08/2023 et d'autre part dans le rapport Bureau Véritas n° 18921494/1.1.1.R du 31/08/2023 dit « Quadriennal » consécutif à la vérification périodique des installations électriques de la société FM Logistic à Escrennes, effectuée au titre du code du travail, en date du 22 au 29/08/2023.

Par courriel du 23/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :
« Une réponse sera apportée d'ici le 16 juin 2024. »

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un Q18 du 06/07/2024 effectué par BUREAU VERITAS. Ce Q18 conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion.

Le Q18 mentionne également que l'organisme agréé a eu à disposition le Q19 n°18921494 (Véritas 2023) et le rapport de vérification réalisé lors des essais des dispositifs différentiels basse tension.

Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.

Constats :

Constats précédents

Ecart [PdC n° 8a] : L'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie compte tenu du fait que :

- les 25 procès verbaux (PV) de la société Lucas Sécurité consécutifs à la vérification des 14, 16 et 17 août 2023 des 99 commandes manuelles des exutoires de fumées de l'établissement ne permettent pas de justifier de la vérification et du bon état de l'ensemble des sous-systèmes composant les installations de désenfumage de l'établissement (absence de vérification sur les commandes automatiques, les exutoires, les mécanismes ouverture/fermeture, etc).

- le manomètre du réservoir carburant du groupe moto pompe « poteaux incendie » n'affiche pas un niveau de carburant en relation avec celui réellement contenu dans le réservoir.

Ecart [PdC n° 8b] : Les poteaux incendie n° 49 et 55, internes au site, ne disposent pas d'une alimentation en eau.

Ecart [PdC n° 8c] : Le plan de défense incendie de l'établissement n'inclut pas de consigne en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement.

Par courriel du 23/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

Ecart PdC n°8a

« Une réponse sera apportée d'ici le 16 juin 2024.

L'exploitant a indiqué qu'un rapport détaillé sera demandé à l'organisme agréé lors de sa prestation prévu au mois d'août 2024. Actuellement, il se contente de mentionner « bon état » ou « non », des commandes manuelles des exutoires de fumées. **Le contenu détaillé de la vérification n'est donc pas disponible pour le contrôle au titre de 2023.**

Concernant le manomètre, l'exploitant a présenté un bon d'intervention du 07/07/2024 sur la jauge gasoil par la société EURL DMI (remplacement de la jauge).

Dans l'attente d'un compte rendu détaillé consécutif à la vérification de l'ensemble des sous-systèmes composant les installations de désenfumage de l'établissement, l'écart réglementaire est maintenu.

Ecart PdC n°8b

« Une réponse sera apportée d'ici le 16 juin 2024.

L'exploitant a indiqué que l'alimentation en eau de ces 2 poteaux n'avait pas été réouvert après des travaux.

L'exploitant a présenté le rapport d'essai de débit des poteaux incendie établi par la société CHUBB le 02/11/2023.

Pour le poteau n° 55 : débit de 335 m³/h à 1 bar,

Pour le poteau n°49 : 358 m³/h à 1 bar.

Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.

Ecart PdC n°8c

« Dans le DRIVE relatif au POI du site, une section PDI a été créée et reprend toutes les procédures nécessaires à la sécurisation et à l'organisation de la défense incendie sur la plateforme. A ce titre, une procédure reprenant les mesures de notre assureur FM GLOBAL définit :

- les règles de mise en indisponibilité de tout ou partie du réseau de protection incendie ;
- les règles de rédaction du RED TAG FM GLOBAL ;
- le personnel habilité et les instances à prévenir ;
- les mesures compensatoires à mettre en place.

Procédure en Annexe 2. »

L'inspection prend note de la procédure « Indisponibilité réseau sprinklage » relatif à l'indisponibilité du système d'extinction incendie et n'a pas de remarque.

Aussi, l'écart de la visite précédente est soldé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Constats :

Constat précédent

Ecart [PdC n° 7] : L'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance du système d'extinction automatique incendie, ne justifie pas que le système d'extinction automatique incendie faisant office de détection incendie en cellule B1 déclenche l'alarme incendie et ne justifie pas de l'efficacité des systèmes d'extinction automatique incendie présents dans les cellules, compte tenu des faits suivants :

- le compte rendu Uxello consécutif à la vérification annuelle du 31/01/2023 du système sprinkleur ne permet pas de justifier de la vérification annuelle de l'ensemble des sous-systèmes composant le système d'extinction automatique de l'établissement (cf constats du point de contrôle mentionnés dans la case observation ci-dessous).
- le groupe moto-pompe secours du système d'extinction automatique d'incendie n'est pas asservi à un système de démarrage automatique.
- la mise en marche du système sprinklage de la cellule B1 n'est pas asservie au déclenchement de la détection incendie, alors que l'exploitant a déclaré que le système sprinkleur activait la détection incendie.
- la différence de pression de 9 bars, observée lors de l'essai d'écoulement d'eau au point F de la cellule B1, entre le poste de contrôle et le point F doit être évaluée par rapport aux caractéristiques techniques initiales du système. Le cas échéant, des mesures correctives devront être mises en œuvre pour rétablir :
 - la pression minimale d'écoulement d'eau au point F ;
 - les caractéristiques initiales de l'installation.
- le remplissage à pleine capacité de la cuve d'émulseur située dans la cellule B3B ne peut être vérifiée simplement (manomètre hors service et jauge illisible).

Par courriel du 23/04/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

« - Asservissement du sprinklage au déclenchement de la DI

L'ensemble des cellules 1 à 14 de la plateforme est équipé à la fois d'une détection incendie et d'un système d'extinction automatique (à l'exception de la cellule 5a pour laquelle la mise en oeuvre sera réalisée d'ici la fin de l'année 2024, cf point de contrôle n°3).

La détection incendie engendre un report d'alarme au poste de garde ainsi qu'une alarme incendie perceptible dans le bâtiment, permettant l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le déclenchement du système d'extinction automatique quant à lui engendre un report d'alarme au poste de garde mais ne génère pas d'alarme incendie alertant le personnel.

Selon l'article 11.10.3 de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 10 juillet 2023, « Pour chaque cellule de stockage, à l'exception des cellules de liquides inflammables, le dispositif de détection peut être assuré par le système d'extinction automatique. Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est obligatoirement distinct du système d'extinction automatique. »

A noter qu'en page 29 de l'étude de dangers du site (08 août 2022), il est indiqué de manière inexacte que « Le système d'extinction automatique assure la détection incendie ». Cela sera bien le cas pour les cellules restant à construire (cellules 15 à 23), à l'exception des cellules accueillant des liquides inflammables pour lesquelles la détection incendie sera bien distincte du système d'extinction automatique.

Une réponse sera apportée aux autres points d'ici le 16 juin 2024. »

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il manquait des pages au compte rendu UXELLO. L'exploitant indique que l'ensemble des sous systèmes ont bien été vérifiés.

L'exploitant a confirmé que les cellules comprenant un stockage de matières combustibles ou de matières dangereuses disposent d'une détection incendie. Aussi, les cellules vides n'en sont pas équipées.

L'exploitant a indiqué que la détection incendie (système par aspiration) dans le cellule B1 déclenche l'alarme incendie et ferme les portes coupe-feu. Le système d'extinction automatique, se déclenchant dans un second temps, ne déclenche pas l'alarme incendie mais ferme les portes coupe-feu (si elles ne sont pas fermées avec la détection).

Le groupe motopompe de secours n'est pas automatique car un réglage manuel est obligatoire du fait que ce groupe peut alimenter soit le réseau sprinklage soit le réseau des poteaux incendie. Or, le débit nécessaire pour alimenter ces 2 réseaux est différent imposant ce réglage manuel.

Concernant la différence de pression entre le point F et le poste de contrôle, l'exploitant a indiqué avoir repris les calculs de dimensionnement. Pour que la tête fonctionne correctement, il est nécessaire d'avoir une pression minimale de 3,5 bar. Aussi, il n'y a donc pas d'anomalie.

Enfin, concernant la vérification visuelle du taux de remplissage de cuve d'émulseur, l'exploitant a indiqué qu'une étude est cours pour déterminer le volume d'émulseur avec un compteur de mesure de débit.

Aussi, dans l'attente de la finalisation de cette étude, l'exploitant ne peut justifier d'une vérification de la quantité d'émulseur dans la réserve.

La réserve d'émulseur de la cellule B3B a une capacité de 6000l. Un test a été effectué en 03/2024 par la société CCMG sans constater d'anomalie.

L'écart de la visite précédente est reformulé comme suit :

Ecart PdC n°7 : Compte tenu du fait que la vérification de la pleine capacité de réserve d'émulseur de la cellule B3B est impossible, l'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance du système d'extinction automatique incendie. Par ailleurs, la mise en marche de l'alarme incendie audible dans le bâtiment de la cellule B1 n'est pas asservie au déclenchement du sprinklage, alors que l'étude de dangers de 2022 stipule que le système d'extinction automatique assure la détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit:

- soit asservir l'alarme incendie au déclenchement du sprinklage (en plus de l'asservissement déjà existant de l'alarme incendie au déclenchement de la détection incendie précoce par aspiration),
- soit apporter une révisions aux éléments mentionnés dans son étude de danger datée de 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Etat de stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Etat de stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Il contrôle et enregistre dans l'état des stocks le caractère miscible dans l'eau pour les liquides inflammables et solides liquéfiables combustibles.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. |

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne et dans le plan de défense incendie du site.

Constats :

L'exploitant a présenté un état de stocks du 17/07/2024. Un état des stocks du 09/07/2024 avait été transmis préalablement à la visite.

Cet état des stocks est extrait du logiciel e-dago.

L'exploitant est en mesure d'éditer un état des stocks au global par rubrique ICPE pour l'ensemble du site et un état des stocks par rubrique ICPE et par cellule. L'état des stocks contient à la fois les rubriques ICPE et les informations vulgarisées.

L'état des stocks est mis à jour 2 fois par jour à 6h et 13h30.

Concernant le contenu de l'état des stocks par cellule et par rubrique ICPE, l'inspection a constaté :

- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B1,
- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B2,
- stockage d'aérosol en simultané avec des liquides inflammable non autorisé en cellule B3B,
- stockage d'une quantité de liquides inflammables supérieure à la quantité autorisée en cellule B4A,
- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B10,
- stockage d'aérosol en simultané avec des liquides inflammable non autorisé en cellule B11B.

Pour le stockage de liquides inflammables en cellules B1, B2 et B10, l'exploitant a indiqué que les liquides inflammables sont des vernis contenus dans des calendriers de l'avent représentant 3,7 % du poids total du calendrier. L'exploitant a indiqué également que la quantité de liquides inflammables mentionnée dans l'état des stocks des cellules B1 et B2 est la quantité totale des boîtes contenant les calendriers de l'avent (cumul du carton, plastiques, matières combustibles et vernis (liquides inflammables)).

En considérant le pourcentage fourni par l'exploitant, par exemple, pour la cellule B10, la quantité réelle de liquides inflammables serait de 1,75 t. Or l'exploitant est autorisé à stocker jusqu'à 2 m³ de liquides inflammables dans les cellules B1, B2 ou B10.

Pour le stockage simultané d'aérosols et de liquides inflammables en cellule B3B et B11B, l'exploitant indique que ces produits sont sur des palettes en préexpédition.

Concernant l'écart sur le dépassement de quantité autorisée en cellule B4A, le paramétrage du logiciel indique le volume autorisé pour l'ensemble des cellules et non le volume autorisé par cellule individuellement en fonction des produits potentiellement stockés en simultané.

L'exploitant doit revoir le paramétrage de E-DAGO pour faire apparaître les quantités autorisées par cellule.

Ecart PdC n°8 : L'état des stocks présenté le 17/07/2024 mentionne des stockages non autorisés en simultané de liquides inflammables avec des aérosols en cellules B3B et B11B, des stockages non autorisés de liquides inflammables en cellules B1, B2 et B10, un dépassement de la quantité autorisée de liquides inflammables en cellule B4A.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.7, 4.3.13 et 7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Art. 4.3.7

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui sont localisés sur le plan des réseaux tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les points de rejet présentent les caractéristiques suivantes :

cf annexe prescriptions PdC

Art. 4.3.13

Outre les valeurs prévues à l'article 4.3.7 ci-dessus, l'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence points de rejet interne codifiés : N° 6 à 10

- MEST < 35 mg/l
- DBO5 < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l

Référence points de rejet externe codifiés : N°11 et 12

- MEST < 35 mg/l
- DBO5 < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l
- Azote global < 10 mg/l
- Phosphore total < 1 mg/l
- Zinc et ses composés (en Zn) < 250 µg/l si flux > 20 g/jour
- Benzène < 50 g/l si flux > 1 g/jour
- Toluène < 74 g/l si flux > 2 g/jour
- Xylènes (Somme o,m,p) < 50 g/l si flux > 2 g/jour

Art. 7.2.3

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets d'eaux résiduelles, selon la fréquence définie ci-dessous :

- aux points référencés rejet n°1 à 5 (dès mise en service du Système d'Assainissement Non Collectif) :

cf annexe prescriptions PdC

- aux points référencés rejet n°6 à 10 :

cf annexe prescriptions PdC

- aux points référencés rejet n°11 et 12 :

cf annexe prescriptions PdC

Constats :

L'exploitant a présenter le rapports d'autosurveillance relatif aux rejets aqueux des installations réalisé le 04/03/2024 par la société BUREAU VERITAS.

Ce rapport mentionné un non-respect de la VLE pour le paramètre pH (pH de 4,1 pour un pH autorisé minimal de 5,5) au point de rejet n°1 (ANC1). Il s'agit d'un point des effluents domestiques.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié l'origine de pH anormalement bas. Il a précisé qu'un message a été effectué auprès du service de nettoyage des installations concernant l'utilisation de produits acides.

Un nouveau prélèvement des rejets aqueux est prévu au mois d'octobre 2024.

Pas d'anomalies sur les autres points de rejets.

Ecart PdC n°9 : Le prélèvement du 04/03/2024 des rejets aqueux au point de rejet n°1 (ANC1) présente un pH inférieur à la VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : gestion des dispositifs de traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, gestion des séparateurs hydrocarbures

Prescription contrôlée :

[...]

Les séparateurs d'hydrocarbures sont équipés d'un obturateur automatique et d'un dispositif d'alarme en cas de trop plein, avec report au poste de gardiennage et télésurveillance. Ils sont régulièrement contrôlés, y compris le dispositif d'obturation et d'alarme et font l'objet d'une vidange à une fréquence régulière (au moins annuelle).

Constats :

L'exploitant a présenté un bon d'intervention pour le curage des séparateurs hydrocarbures du site effectué les 13 et 14/11/2023 par la société SOA. L'exploitant a présenté les BSD de ce curage. Le site dispose de 3 séparateurs. Le curage est effectué une fois par an.

L'exploitant a indiqué que l'alarme de trop plein est reliée à la SSI.

Un test est fait par SOA en même temps que la vidange.

L'exploitant doit recherché dans le rapport d'intervention de SOA la mention de ce test.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport d'intervention de la société SOA mentionnant le test

d'alarme de trop plein des séparateurs hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillances des eaux souterraines /piézomètres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux fois par an, en périodes de « hautes eaux » et « basses eaux », les niveaux piézométriques sont relevés afin de caractériser le sens privilégié d'écoulement des eaux souterraines. Des prélèvements sont effectués dans la nappe, au niveau des ouvrages permettant une surveillance optimale dont l'objet est d'identifier en toute circonstance une migration éventuelle de polluants. Les phénomènes de dispersion et diffusion, verticaux et horizontaux, sont notamment pris en considération.</p> <p>La première campagne de mesure doit être réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service des installations.</p> <p>Les prélèvements sont exécutés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé. La présence de flottant est systématiquement recherchée et le cas échéant, fait l'objet d'une récupération dans les meilleurs délais.</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 5 piézomètres situés aux endroits suivants :</p> <p><i>cf annexe prescriptions PdC</i></p> <p>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances définies par l'étude hydrogéologique précitée, après accord de l'inspection des installations classées, afin de caractériser une éventuelle pollution de la nappe. Pour chaque substance recherchée, la méthode d'analyse retenue doit permettre d'obtenir un seuil de dosage inférieur aux critères de potabilité précisés, le cas échéant, dans les textes de référence relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>Les résultats complets de la surveillance sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Toutefois, toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Les résultats sont accompagnés d'un commentaire sur les mesures correctives prises ou envisagées en cas de besoin. Ils comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le sens d'écoulement des eaux souterraines ; • les résultats des analyses ; • une comparaison des teneurs relevées aux critères de potabilité susvisés ; • un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et, d'une manière générale, tous commentaires utiles à une bonne compréhension des résultats. <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>

Les modalités de la surveillance peuvent être réexaminées après accord de l'inspection des installations classées, à raison des résultats obtenus et sur demande de l'exploitant dûment motivée.

Constats :

Le site ne comporte actuellement que 3 piézomètres. Les 2 autres seront mis en place lors de la construction de l'extension.

L'exploitant a transmis le rapport de surveillance des eaux souterraines du 07/03/2024 effectué par la société BUREAU VERITAS (campagne hautes eaux).

Ce rapport ne mentionne pas d'anomalie.

Les mesures sont effectuées tous les 6 mois, en général avril et octobre.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence, l'intégrité et la présence d'un cadenas du piézomètre situé à côté du poste de garde (PZ1).

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.3.II

Thème(s) : Risques accidentels, Justificatif des besoins en eau

Prescription contrôlée :

Les moyens matériels sont composés des équipements fixes suivants :

- 13 poteaux incendie normalisé, porté à 21 poteaux incendie dans le cadre de la création de l'extension. Ces poteaux incendie sont surpressés. Chaque poteau incendie présente un diamètre nominal de 150 millimètres et dispose de deux raccords de 100 mm et d'un raccord de 65 mm, permettant de délivrer un débit minimum unitaire de 120 m³/h, pendant 2 heures, sous une pression dynamique comprise entre 1 bar et 6,5 bar. Au delà de 6,5 bar, les poteaux incendie doivent être de couleur jaune et l'exploitant doit tenir à la disposition des sapeurs-pompiers 4 réducteurs de pression.

[...]

- Le réseau de poteau incendie est alimenté à partir d'une réserve d'eau de 960 m³ portée à 1 140 m³, dans le cadre de la création des cellules 15 à 23 inclus. Cette réserve est propre au site, accessible en permanence aux services publics d'incendie et de secours et distinctes de la réserve d'eau nécessaire au fonctionnement des systèmes d'extinction automatiques d'incendie. L'aménagement de la réserve d'eau est complété par 3 aires de mise en aspiration, portées à 5 dans le cadre de l'extension, de 4 mètres par 8 mètres chacune. Ces aires sont dotées chacune d'un groupe de 2 lignes d'aspiration fixes,[...].

- Le surpresseur associé à la réserve d'eau est dimensionné pour délivrer un débit de 480 m³/h, porté à 570 m³/h dans le cadre de l'extension. Il est secouru par un second groupe moto-pompe. La réserve de combustible de chaque motopompe est suffisante pour leur assurer un fonctionnement de plusieurs heures.

[...]

L'exploitant tient à la disposition des installations classée la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. A cet égard, l'exploitant justifie de la maintenance du surpresseur et de la réserve d'eau associée alimentant le réseau surpressé (maintenance semestrielle du surpresseur, entretien annuel du moteur). Le cas échéant, il justifie de la levée des écarts relevés.

Point 13 annexe II AM 11/04/2017

[...]

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport des essais de débit des poteaux incendie réalisé par la société CHUBB le 02/11/2023.

L'inspection a constaté que le poteau incendie n°50 n'a pas été testé.

L'exploitant ne réalise pas d'essais de débit des poteaux incendie en simultané.

L'inspection a constaté que la cuve de fioul alimentant le groupe motopompe était pleine.
De même, la réserve d'eau alimentant le réseau des poteaux incendie était pleine également.

Ecart PdC n°12 : L'exploitant n'a pas vérifié en 2023 le débit unitaire du poteau incendie n°50 et ne réalise pas d'essai de débit en simultané des poteaux incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Moyens supplémentaires d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.4

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau supplémentaire

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2024, l'exploitant dispose de ressources et réserves en eau supplémentaires de 228 m³. Il dispose par ailleurs d'une réserve d'émulseurs supplémentaire équivalent à 20 % de ces moyens. Ces ressources complémentaires peuvent provenir en tout ou partie de moyens mobilisables en temps utile par l'application de protocoles d'aide mutuelle ou des conventions. Le plan d'opération interne précise les conditions de mobilisation de ces ressources supplémentaires.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir installé une cuve supplémentaire d'émulseur au local source.

Concernant les besoins en eau, l'exploitant a établi une convention avec la société JOURDAIN

<p>(J3PROD) située dans la ZAC St Eutrope. Cette convention a été signée par FM et a été transmise à J3PROD pour signature en retour.</p> <p>La réserve d'eau de J3PROD est d'une capacité de 240 m³ utilisable. L'accès à cette réserve se fait par une clé « pompier ».</p> <p>A noter que la convention est réciproque.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : SGS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article Chapitre 11.9 et annexe I AM 26/05/20147</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS-Organisation, formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chapitre 11.9</p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité s'inscrit dans le système de gestion général de l'établissement. Il définit l'organisation, les fonctions des personnels, les procédures et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé.</p> <p>Annexe I AM 26/05/2014</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p>
<p>L'exploitant a présenté le manuel du système de la gestion de la sécurité (SGS). Ce document comporte 7 chapitres</p> <p>Seul le chapitre 1 du SGS, relatif à l'organisation et à la formation, a été examiné.</p> <p>Un organigramme à jour est présent dans le manuel. En effet, le nouveau directeur apparaît dans</p>

Un organigramme à jour est présent dans le manuel. En effet, le nouveau directeur apparaît dans la version transmise. Les responsables de la prévention des accidents majeurs sont mentionnés dans cet organigramme.

L'inspection s'est concentrée notamment sur le sujet formation lors de la visite.

Le service RH a en charge la formation et la sensibilisation des collaborateurs. Chaque salarié dispose d'un dossier individuel de formation.

L'exploitant a indiqué que les fiches de fonction des personnels concernés décrivent leurs missions dans le cadre de la prévention et du traitement des accidents majeurs.

Le personnel extérieur (sous traitant) n'est pas impliqué dans la prévention et la gestion des accidents majeurs.

L'exploitant a présenté un tableau comprenant les compétences du personnel du site d'Escrennes.

Le personnel reçoit une formation SEVESO/TMD/OEA (sûreté). Cette formation comprend un recyclage tous les 2 ans. Lors de la visite, le taux de recyclage était de 96 %. Les 4 % non recyclés sont des personnes en congés maternité ou en arrêt maladie par exemple.

Le personnel peut suivre également une formation SST (santé sécurité au travail) ou une formation EPI (équipiers de première intervention).

L'exploitant a présenté le tableau de suivi des formations. Par sondage, il a été examiné les formations du responsable maintenance. Le tableau de suivi mentionne ses recyclages.

Les formations dispensées sont principalement internes. D'autres sont externes comme le CACES par exemple.

L'exploitant réalise des flashs info d'incident ou de presque-accident. Une sensibilisation hebdomadaire est effectuée ainsi qu'un rappel des consignes.

Concernant les intérimaires, ces derniers suivent la même formation initiale SEVESO/TMD/OEA que les salariés en CDI.

Lorsqu'un intérimaire est absent du site entre deux contrats, la durée de validité de la formation SEVESO/TMD/OEA est de 6 mois ou devient caduque lors d'un changement majeur (par exemple changement process ou d'organisation d'un client).

L'exploitant a présenté le livret d'accueil digitalisé comprenant une présentation de la marche à suivre en cas d'incendie et de pollution accidentelle.

Sur la sensibilisation des risques liées aux installations, un questionnaire à chaud est fourni aux intérimaires. Si le taux minimal de réponse n'est pas validé, ce dernier n'est pas autorisé à rentrer sur le site.

Le service HSE réalise des tests à froid des connaissances du personnel. Les scénarios test sont définies par la HSE.

L'exploitant a présenté des scénarios mis en œuvre auprès des salariés. Le cas échéant, un éventuel plan d'action de formation ou re-sensibilisation en découle.

L'exploitant réalise des flashs info d'incident ou de presque-accident. Une sensibilisation hebdomadaire est effectuée ainsi qu'un rappel des consignes.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Politique de prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article Chapitre 11.8 et Art. R. 515-87 du CE

Thème(s) : Risques accidentels, PPAM

Prescription contrôlée :

Chapitre 11.8

En particulier, l'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs (PPAM). Il définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers. L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs. Il veille à tout moment à son application et met en place des dispositions pour le contrôle de cette application.

L'exploitant décrit la politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les conditions et fréquences de mise à jour de la politique de prévention des accidents majeurs sont conformes aux dispositions de l'article R. 515-87 du Code de l'environnement.

Art. 515-87 du CE

I.-La politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour, si nécessaire.

Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :

1° Dans un délai raisonnable :

a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente section ;

b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités d'un établissement entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente section ou, si l'établissement en relève déjà, de le faire entrer dans le régime défini à la sous-section 2 ou de l'en faire sortir ;

c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ;

2° Dans le délai d'un an à compter du jour où, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1°, un établissement entre dans le régime défini à la présente section ;

3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement.

Constats :

L'exploitant a présenté la PPAM du site d'Escrennes. Les orientations de la PPAM sont fixées annuellement. Aussi, la PPAM présentée est celle pour la période 2024/2025 (basé sur l'exercice comptable de FM soit du 01/04 au 31/03).

Les orientations de la PPAM pour 2024/2025 sont :

- 1) Avoir un stockage conforme à notre Arrêté Préfectoral et aux exigences Assureur FM GLOBAL
- 2) Maintenir les compétences de nos collaborateurs EPI, EISU, SST et Développer le module Sécurité SEVESO pour gagner en efficience,
- 3) Réaliser des exercices de mises en situation régulièrement pour tous les postes et initier les

exercices sûreté et Traiter les axes d'améliorations relevés,

4) Déployer les 7 chapitres du SGS en renforçant notamment la gestion des situations d'urgence et le retour d'expérience.

Pour y parvenir des sous actions ont été définies :

1) CONTRÔLE STOCK :

a) Suivi des stocks tous les jours,

b) Vérification mensuelle conformité réglementaire du stock par le service QHSE,

c) Indicateurs : taux anomalies bases articles et anomalies stockage,

Ce point a été développé dans le point de contrôle relatif à l'état des stocks.

2) PLAN FORMATION

Plan de formation suivi par le service RH (SEVESO, EPI, EISU, SST, ADR),

Indicateurs : suivi dans le tableau de suivi des compétences,

Ce point a été développé dans le point de contrôle relatif au SGS axé sur la formation.

3) GESTION SITUATIONS D'URGENCE

2 exercices d'évacuation et 1 exercice POI minimum

1 exercice PPI tous les 3 ans

Automatisation évaluation risque chimique

1 exercice sûreté par an

L'exploitant a indiqué avoir effectué un exercice d'évacuation le 12/07/2024 et un exercice POI le 05/07/2024 (scénario d'un effondrement de rack) Les actions d'améliorations identifiées ont été mise en œuvre selon l'exploitant.

Un exercice PPI a été réalisé en mars 2024.

Pour l'exercice de sûreté, à date de l'inspection il n'avait pas été réalisé au titre de 23024. L'exploitant a indiqué qu'un scénario possible est le retrait de l'alarme volontairement et de vérifier la bonne application de la procédure par le gardiennage.

L'exploitant a également présenté le développement de l'évaluation des risques chimiques (ERC). Cette évaluation est basée sur les risques principaux avec comme base les données des produits dangereux par référence de produits en fonction des logos CLP.

Aussi, cette évaluation permet en fonction du code article au salarié concerné de prendre connaissance des EPI nécessaires en cas de pollution accidentelle.

Un accès aux FDS est possible pour chaque référence produit.

L'ERC est accessible jusqu'au pilote (personnel en charge de la répartition des tâches).

Cet outil est récent et il a été présenté début juillet au site d'Escrennes.

L'exploitant a effectué des manipulations de l'outil lors de la visite pour présenter ses fonctionnalités

4)SGS

Tester les capacités à réagir

Refonte du RETEX

Refonte de la gestion des modifications

Concernant le retour d'expérience (REX), l'exploitant indique que le retour est pris plus largement que le site d'Esrennes à savoir les autres sites du groupe et le BARPI.

Le site d'Esrennes réalise donc un REX des différentes plateformes et regarde si l'évènement et les mesures à mettre en œuvre sont transposables sur le site d'Esrennes. A titre d'exemple, le site d'Esrennes a intégré une fiche réflexe relative à un scénario d'un feu de camion dans son POI issu d'un REX d'une autre plateforme logistique.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.8.3

Thème(s) : Risques accidentels, POI-prélèvements dans l'environnement et remise en état

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers avant la mise en service des installations.

Le P.O.I. est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

[...]

Le plan d'opération interne comprend notamment les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Le plan d'opération interne est complété pour définir les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de

prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté son POI version du 18/09/2023.

Le POI est mis à jour régulièrement notamment pour modifier les fiches réflexes en cas de nouveaux clients.

Pas de remarque particulière de l'inspection sur le contenu du POI.

Le document relatif aux premiers prélèvements dans l'environnement en situation accidentelle (version du 28/02/2023) est annexé au POI. Le prestataire intervenant pour ces prélèvements est la société SOCOTEC. L'intervention de SOCOTEC a été testée lors de l'exercice PPI de mars 2024.

L'exploitant a également présenté la liste des prestataires identifiés pour intervenir en cas de nettoyage et de remise en état. Cette base de données est vivante et sera mise à jour régulièrement.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le POI est disponible au poste de garde dans une malle et des pochettes ont été créées selon les rôles de chaque personne identifiées dans le POI.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste ESP

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des ESP du site.

La liste mentionne 6 équipements en retard d'inspection périodiques (4 récipients d'air comprimé et 2 groupes froids).

<p>La liste mentionne que tous les équipements sont suivis avec un plan d'inspection alors que l'exploitant ne justifie pas d'un plan d'inspection. A noter que pour les groupes froids, l'exploitant doit établir un plan d'inspection pour appliquer le CTP des systèmes frigorifiques sous pression version 23/07/2020.</p> <p>Pour les récipients d'air comprimé, ces équipements peuvent être suivis selon le régime général. L'exploitant peut, s'il le souhaite, les suivre avec un plan d'inspection qu'il établit mais doit les présenter à l'inspection.</p> <p>La liste mentionne également des informations erronées (non obligatoires). En effet, compte tenu des critères pression de service (PS) et volume (V) des récipients d'air comprimé, ces derniers ne peuvent être de catégorie de risque I. A titre d'exemple, le récipient ayant un PS x V de 9900 bar.l est de catégorie IV. Le récipient à eau n°981288-10/*10 n'est pas un ESP soumis au suivi en service puisqu'il contient de l'eau à température <110 °C</p> <p>Par application du CTP du 23/07/2020 précité, la périodicité d'inspection des groupes froids de catégorie II est de 48 mois puisque ces équipements sont en service respectivement depuis 2018 et 2019.</p> <p>Ecart PdC n°17 : La liste des équipements sous pression mentionne 6 équipements en retard d'inspection périodique, et l'exploitant ne justifie pas d'un plan d'inspection, tel que mentionné dans la liste ESP, pour les récipients d'air comprimé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra une liste, à jour, des équipements sous pression du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 18 : Dossier de porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Dossier de porter à connaissance -Autostore</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p>

<p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>cf annexe dossier de porter à connaissance Autostore</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser la demande relative au dossier de porter à connaissance concernant l'Autostore :</p> <p>- La charge des robots est elle asservie à la détection incendie ?</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 19 : Dossier de porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification cellules 13 et 14 (mise en place d'un stockage à T°C dirigée)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p>

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
[...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les travaux dans les cellule 13a, 13b et 14a avaient débuté.

La structure du tunnel froid était en cours de montage (cellule 13a). Ce tunnel froid est toute hauteur jusqu'au plafond. Il est protégé par le sprinklage en toiture

En cellule 13b des racks étaient en cours de montage.

Aucun stockage de matières combustibles ou dangereuses n'est présent dans ces cellules. Pas de co-activité.

Au droit du futur tunnel froid, il a été constaté qu'aucune trappe de désenfumage en toiture n'est présente. Aussi, le dossier ne mentionne pas comment sont évacuées les fumées dans le tunnel froid et en l'absence de trappe de désenfumage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser la gestion des fumées d'incendie dans le tunnel froid en l'absence de désenfumage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois